

Motion “ Choc des Savoirs ” en Français et Mathématiques

La note de service parue au BO du 18 mars, organisant les enseignements de français et de mathématiques en groupes de niveau au collège, décrit un cauchemar pour tous les professeur·es, à commencer par celles et ceux des prétendus “ savoirs fondamentaux ”, c’est à dire nous, professeurs.es de Lettres ou de Mathématiques.

Un cauchemar pédagogique, car il faudrait atteindre les mêmes attendus avec des pédagogies mécanistes pour les uns et une approche d’ambition et d’excellence pour les autres, confirmant la dualité paradoxale déjà en germe dans la note de service de janvier 2023 “ Une nouvelle dynamique pour les mathématiques ”.

Le pilotage par les évaluations nationales, voire internationales, définissant des attendus au rabais par rapport aux ambitions des programmes actuels, voire en contradiction avec certains de leurs objectifs, placerait nos collègues face à toujours plus d’injonctions paradoxales.

Les groupes fluctuants en cours d’année entraveront toute progression cohérente, toute dynamique de classe, toute stabilité pourtant indispensable à de jeunes adolescents et adolescentes d’à peine 11 ans, affectant l’ensemble des enseignements suivis au collège.

Un cauchemar d’un retour en arrière sans précédent, une rupture avec plus de 60 ans d’ambition éducative. En effet, l’institution de groupes de niveaux s’oppose à notre ambition d’apprendre à nos élèves à « faire société » dans une émulation mise en commun au sein de la classe. Nous deviendrons les agents actifs du tri social, participant chaque jour à l’injustice d’une relégation des plus faibles élèves scolairement et une relégation sociale dans un entre-soi ne pouvant générer qu’humiliation et violence.

Un cauchemar professionnel où le plaisir d’enseigner et de concevoir son enseignement serait annihilé par la multiplication de tâches d’évaluation automatisées conçues par d’autres et par des dispositifs pédagogiques “ clé en main ”. Les progressions communes qui s’imposeront nécessairement sans aucune possibilité d’y déroger nuiraient considérablement à l’autonomie professionnelle et à la liberté pédagogique. Le pouvoir renforcé du Chef d’établissement dans l’organisation du service introduirait annualisation, co-enseignement, flexibilité, et brouillage des degrés par l’intervention de professeurs des écoles dans les classes.

Ce pilotage, s’appuyant sur les évaluations nationales démultipliées, ou sur le déploiement de “ méthodes pédagogiques ” standardisées comme celle dite “ de Singapour ” conforterait des orientations déjà présentes dans le Guide du Pilotage du Plan mathématiques au collège, et notamment le pouvoir des Chefs d’établissement en matière pédagogique et de contrôle des pratiques, dessaisissant au passage les Corps d’Inspection de certaines prérogatives d’évaluation des pratiques disciplinaires : nous ne pouvons croire que vous y consentez. Ce serait, au sein des collèges, la porte au renforcement des pratiques managériales, ruinant les espaces de conception de réponses pédagogiques adaptées à la réalité de chaque classe et à la main des collègues.

Chacun·e n’étant plus qu’un·e technicien·ne de procédures pédagogiques vidées de contenus ambitieux pourraient aisément se remplacer l’un·e l’autre. Les IA de type MIA en Seconde auraient la capacité d’occuper les élèves sans intervention d’un·e enseignant·e expert·e de ses contenus disciplinaires et des remédiations. La “prépa Seconde” obligerait les professeur·es de lycée, déjà écrasé·es par la charge de travail, à maîtriser et faire atteindre aux élèves les seuls attendus du Socle commun au cycle 4 et ainsi les condamneraient, au mieux, à la transmission de compétences méthodologiques, et au pire à l’accompagnement vers la sortie précoce du système de formation initiale sous statut scolaire. L’absence de perspective pour les élèves de représenter et réussir le DNB, et sa substitution par une attestation de fin de formation, l’absence volontaire de programme, la faiblesse des horaires en font une machine à produire de la déscolarisation précoce. Cela privera les collègues de tout objectif pédagogique ambitieux.

Ce cauchemar ne menace pas seulement les professeur·es de lettres et de mathématiques. Certaines de ses logiques, notamment le recours aux évaluations ou certifications externes, sont déjà à l’oeuvre par exemple en Langues Vivantes. Il préfigure ce que ce gouvernement veut faire de notre métier demain : un métier excessivement flexible et interchangeable, un métier au service d’une politique conservatrice attachée

l'essentialisation des destins sociaux et au renoncement à toute forme d'émancipation hors d'une employabilité volatile, un métier exercé par de simples exécutant·es peu regardant sur les contenus disciplinaires et leurs vertus structurantes pour les esprits.

Nous ne voulons pas que ce cauchemar devienne réalité ! Non, nous ne trierons pas nos élèves ! Oui, nous travaillerons à la réussite de tous et toutes ! C'est le sens de notre métier, le métier dans lequel nous nous épanouissons, le métier dans lequel nous sommes fier·es de nous engager tous les jours. Face à la violence du Choc des savoirs, nous n'allons pas chercher comment nous adapter ; nous y ferons échec en poursuivant nos mobilisations !

nous travaillerons à la réussite de tous et toutes ! C'est le sens de notre métier, le métier dans lequel nous nous épanouissons, le métier dans lequel nous sommes fier·es de nous engager tous les jours. Face à la violence du choc des savoirs, nous n'allons pas chercher comment nous adapter ; nous y ferons échec !